



**HAL**  
open science

## “ Du libéralisme à l’authoritarisme : la trajectoire étrange du populisme pénal 2010-2020 ”

Emma Bell

### ► To cite this version:

Emma Bell. “ Du libéralisme à l’authoritarisme : la trajectoire étrange du populisme pénal 2010-2020 ”. Dalingwater, Louise et Porion, Stéphane. Le parti conservateur britannique au pouvoir 2010-2020, Septentrion, pp.247-272., 2023. hal-04723492

**HAL Id: hal-04723492**

**<https://univ-smb.hal.science/hal-04723492v1>**

Submitted on 21 Oct 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Du libéralisme à l'autoritarisme : la trajectoire étrange du populisme pénal 2010-2020

Emma Bell, professeure de civilisation britannique contemporaine  
*Laboratoire LLSETI*  
*Université de Savoie Mont Blanc*

Le Parti Conservateur britannique est souvent considéré (et auto-revendiqué) comme étant le parti de la loi et de l'ordre. C'est en effet à la suite du discours de l'ancien ministre de l'Intérieur Michael Howard au congrès annuel du parti de 1993, dans lequel il a affirmé que « la prison marche », que la population carcérale a commencé à augmenter de façon exponentielle au Royaume-Uni pour atteindre un pic en 2012. Or, cette augmentation n'est pas le seul fait du Parti Conservateur. Bien que le « populisme autoritaire »<sup>1</sup> et le « populisme punitif »<sup>2</sup> soient associés au Parti Conservateur, c'est le gouvernement de Tony Blair qui a mené à bien le « tournant punitif » de 1993 et fait de la question sécuritaire un enjeu électoral d'envergure<sup>3</sup>. Bien qu'il ait essayé de ménager une troisième voie entre la répression et la prévention de la criminalité avec sa politique « dure avec la criminalité, dure avec les causes de la criminalité », son activité pénale a été surtout marquée par la sévérité, le gouvernement néotravaille adoptant des politiques opportunistes et irréflechies dans une tentative désespérée de se débarrasser d'une image de laxisme en matière pénale<sup>4</sup>. Pendant ses treize ans au pouvoir, il y a eu une prolifération de la législation pénale et un durcissement des peines, entraînant un élargissement du filet pénal et la montée inexorable de la population carcérale<sup>5</sup>. Le tournant punitif des années 1990/2000 avait provoqué une véritable crise dans le système pénal britannique. En 2010, la population carcérale de l'Angleterre et des Pays de Galles était de 85 000 détenus pour 100 000 de la population nationale<sup>6</sup>, ce qui représente une augmentation d'environ 100 % depuis 1993. À cela il faut rajouter les deux à trois mille ressortissants étrangers qui étaient en détention administrative<sup>7</sup>. Le parc pénitencier était surpeuplé, insalubre, dangereux, ce qui a entravé les tentatives de réhabiliter des détenus. Le système carcéral anglais subissait à une véritable crise de légitimité, surtout dans un contexte d'austérité budgétaire.

Avant d'aller plus loin, il convient de noter les caractéristiques les plus saillantes du populisme qui ont alimenté cette crise. Il s'agit d'abord de créer une opposition entre « nous » et « eux ». Le « nous » est souvent considéré comme étant « le peuple » ou « les gens ordinaires » qui s'opposent à « une élite corrompue »<sup>8</sup> qui, pour les populistes de droite, est

---

<sup>1</sup> Stuart Hall, *The Hard Road to Renewal: Thatcherism and the Crisis of the Left*, London and New York, Verso, 1988.

<sup>2</sup> Anthony Bottoms, « The Philosophy and Politics of Punishment and Sentencing », in Chris Clarkson and Rod Morgan (dir.) *The Politics of Sentencing Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 17-49.

<sup>3</sup> Andrew Ashworth et Michael Hough, « Sentencing and the Climate of Opinion », *Criminal Law Review*, 1996, p. 776. Emma Bell, *Criminal Justice and Neoliberalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011.

<sup>4</sup> Bell, 2011, *op. cit.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Gary Surge, *UK Prison Population Statistics*, House of Commons Briefing Paper N° CBP-04334, 23 juillet, 2019, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN04334/SN04334.pdf> (consulté le 7 avril 2020), p. 6.

<sup>7</sup> S. Silverman et R. Hajela, *Briefing: Immigration Detention in the UK*, Oxford, Migration Observatory, 2011: [http://migrobs.vb.bytemark.co.uk/sites/files/migrobs/Immigration%20Detention%20Briefing%20v2\\_0.pdf](http://migrobs.vb.bytemark.co.uk/sites/files/migrobs/Immigration%20Detention%20Briefing%20v2_0.pdf), consulté le 6 janvier 2021.

<sup>8</sup> Cass Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, p. 543.

souvent accusée de faire preuve de favoritisme vis-à-vis d'un troisième groupe (souvent composé des minorités)<sup>9</sup>. Les populistes ont tendance à simplifier les débats complexes, opposant l'« expert » au bon sens du « peuple »<sup>10</sup> et préférant souvent un discours de moralité, plus normatif qu'empirique<sup>11</sup>. En matière pénale, le populisme favorise l'autoritarisme au détriment du progressisme, opposant le bon citoyen respectueux des lois au délinquant immoral ou à l'expert en pénalité qui remet en question l'utilité des approches punitives. Pour le criminologue Anthony Bottoms, les politiques qui adoptent la « punitivité populiste » « puisent dans ce qu'ils considèrent comme la position punitive du grand public afin de servir leur propre intérêt » et de gagner en popularité<sup>12</sup>.

Les gouvernements conservateurs, notamment ceux du David Cameron depuis 2010, semblaient avoir renoncé à la punitivité populiste, associée à l'approche traditionnelle du parti en la matière, ainsi qu'à celle du Parti Travailliste sous Tony Blair, en faveur d'une approche plus libérale, moins populiste, fondée sur les preuves concrètes plus que sur le bon sens du peuple. Cette approche libérale est souvent considérée comme étant plus progressiste, reflet des tentatives de Cameron de promouvoir le « conservatisme compassionnel », plus compréhensif du contexte social dans lequel la délinquance aurait lieu. En effet, sous les gouvernements conservateurs de 2010, la question de la loi et de l'ordre semblait avoir pris moins d'importance. Malgré une augmentation de la population carcérale au début du mandat du gouvernement de coalition, celle-ci est restée relativement stable jusqu'à présent, ce qui est en contraste flagrant par rapport à la période précédente<sup>13</sup>. D'ailleurs, la tendance vers le populisme pénal semble s'être atténuée : depuis les élections de 2015, la criminalité et la politique pénale occupent une place beaucoup moins importante dans le débat politique, le nombre de discours sur la question ayant diminué de façon significative<sup>14</sup>. Cependant, comme ce chapitre cherchera à le démontrer, il ne faudrait pas pour autant considérer que le populisme pénal ait disparu ou que le tournant punitif ait été remis en cause. En dépit d'une rhétorique plus « libérale » sur la question de la loi et de l'ordre sous Cameron, la question de la criminalité continue à être instrumentalisée à des fins politiques<sup>15</sup> et, depuis l'arrivée au pouvoir de Boris Johnson en juillet 2019, le populisme pénal semble faire un retour en force. Une fois au pouvoir, Johnson a rapidement rappelé l'impératif de se montrer strict à l'égard des délinquants et de renforcer les pouvoirs policiers<sup>16</sup>. En réalité, les Conservateurs ont eu beaucoup de mal à suivre une politique qui soit à la fois conservatrice et libérale, s'abandonnant facilement à une approche punitive et populiste.

---

<sup>9</sup> John B. Judis, *The Populist Explosion: How the Great Recession Transformed American and European Politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016.

<sup>10</sup> Paul Taggart, *Populism*, Buckingham, Open University, 2000, p. 112.

<sup>11</sup> Mudde, *op. cit.*, p. 544.

<sup>12</sup> « politicians tap into, and use for their own purposes, what they believe to be the public's generally punitive stance », Bottoms, *op. cit.* p. 40.

<sup>13</sup> Gary Surge, *UK Prison Population Statistics*, House of Commons Briefing Paper N° CBP-04334, 23 juillet, 2019, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN04334/SN04334.pdf> (consulté le 7 avril 2020)

<sup>14</sup> British Political Speech Archive, 2018, [www.britishpoliticalspeech.org](http://www.britishpoliticalspeech.org), (consulté le 7 avril 2020)

<sup>15</sup> Emma Bell, « The Decline of Penal Populism in the UK? », *British Society of Criminology Newsletter*, vol 83, 2018 : 11-15.

<sup>16</sup> Boris Johnson, « Left-wingers Will Howl But It's Time to Make Criminals Afraid, Not the Public », *The Mail on Sunday*, 10 août, 2019.

## Un discours de libéralisme pénal

*La réforme carcérale devrait être une grande cause progressiste dans la politique britannique*<sup>17</sup>

Le début du mandat du gouvernement de coalition conservateur libéral-démocrate semble avoir été marqué par un certain libéralisme en matière pénale, au moins sur le plan rhétorique. En continuité avec ses discours portant sur la criminalité lorsqu'il était leader de l'opposition<sup>18</sup>, David Cameron en tant que Premier ministre a mis l'accent sur la prévention de la criminalité et sur la réinsertion des anciens détenus en lançant ce qu'il qualifiait de « révolution de la réhabilitation » (*rehabilitation revolution*)<sup>19</sup>. Pour Frances Crook, directrice de la *Howard League for Penal Reform*, organisation luttant pour la réforme pénale et une diminution de la population carcérale, Cameron était capable d'impulser « un changement sismique » dans la politique pénale, bien qu'elle ait exprimé certaines appréhensions à l'égard de son approche<sup>20</sup>. Elle réagissait à un discours prononcé en 2016 dans lequel il reconnaissait que la prison n'était pas toujours la meilleure solution à la criminalité et qu'il fallait procéder à une réforme de fond en comble des établissements pénitentiaires qui sont des endroits « épouvantables et douloureux », marqués par l'isolement, l'angoisse psychique, l'oisiveté, le harcèlement, l'automutilation, la violence et le suicide<sup>21</sup>. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre d'un leader du Parti Conservateur, il n'a pas remis en question la politique de libération anticipée des détenus, ni renforcé la loi sur la possession et la consommation de stupéfiants, ni prôné le retour de la peine de mort. Selon le politologue britannique, Matt Beech, ces exemples de politiques non adoptées contribuent à démontrer que Cameron était plus libéral que conservateur<sup>22</sup>. Or, le libéralisme pénal ne devrait pas être incompatible avec le conservatisme.

### *Conservatisme et libéralisme pénal*

Paradoxalement, étant donné que le Parti Conservateur est plus souvent associé à la doctrine du respect de la loi et de l'ordre, il devrait être plus facile pour les Conservateurs que pour les Travaillistes de résister à la tentation populiste<sup>23</sup>. Il a plus de marge de manœuvre pour adopter une approche un peu plus libérale sans s'attirer les foudres de la presse populaire<sup>24</sup>. Outre-Atlantique, il existe même une tendance récente chez les Conservateurs vers plus de

---

<sup>17</sup> « I Believe Prison Reform Should Be a Great Progressive Cause in British Politics ». David Cameron, discours au *Policy Exchange*, 8 février 2016, <https://policyexchange.org.uk/event/prime-minister-comes-to-policy-exchange/> (consulté le 7 avril 2020).

*I believe prison reform should be a great progressive cause in British politics*

<sup>18</sup> Voir, par exemple, David Cameron, discours au congrès annuel du *Youth Justice Board*, Cardiff, 2 novembre 2006, <https://www.theguardian.com/politics/2006/nov/02/conservatives.ukcrime1> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>19</sup> Voir, par exemple, David Cameron, discours du 22 octobre 2012, <http://www.ukpol.co.uk/david-cameron-2012-speech-on-crime-and-justice/> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>20</sup> Frances Crook, « David Cameron's Prisons Speech Could be the Start of Something Good », *The New Statesman*, 8 février, 2016.

<sup>21</sup> D. Cameron, 2016, *op. cit.*

<sup>22</sup> Matt Beech, « The Ideology of the Coalition: More Liberal than Conservative Matt Beech » in Matt Beech and Simon Lee (dir.), *The Conservative-Liberal Coalition: Examining the Cameron-Clegg Government*, Basingstoke, Palgrave, 2015, p. 12.

<sup>23</sup> Voir, par exemple, IPSOS/MORI, novembre 2019, [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/november\\_2019\\_ge2019\\_campaign\\_tracker\\_crime\\_data\\_v6\\_17.11.19.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/november_2019_ge2019_campaign_tracker_crime_data_v6_17.11.19.pdf) (consulté le 16 avril 2020).

<sup>24</sup> Brown, *op. cit.*, p. 157.

libéralisme en matière pénale. Certains Conservateurs renommés, dont Newt Gingrich, ancien président républicain de la Chambre des représentants américain et soutien de Donald Trump lors des présidentielles de 2016, ou Charles Koch, le riche donateur républicain, se sont publiquement opposés aux mesures associées à la punitivité en matière pénale, telles que les peines planchers<sup>25</sup>. Leur position est notamment motivée par leur désir de réaliser des économies budgétaires, leur croyance chrétienne à la possibilité de rédemption individuelle, et leur hostilité à un État trop puissant. Le Parti Conservateur britannique a avancé les mêmes arguments pour justifier un tournant plus « libéral » de la politique pénale. Michael Gove, connu pour sa croyance chrétienne, a notamment démontré son adhésion à l'idée de rédemption personnelle ; ce qui a justifié ses déclarations autour d'un projet de réhabilitation au sein des prisons<sup>26</sup>. Le parti était également préoccupé par le besoin de faire des économies dans le contexte d'austérité budgétaire et de limiter le rôle de l'État avec son projet de la *Big Society*. En 2019-20, le budget total du ministère de la Justice a été 25 % plus bas qu'en 2010-11<sup>27</sup>. Les dépenses publiques pour la police ont également été réduites, ainsi que le nombre de policiers qui a baissé de 14 % entre mars 2009 et mars 2019<sup>28</sup>.

D'ailleurs, le projet de la *Big Society*, censé réduire le rôle de l'État afin d'encourager la décentralisation et de donner plus de place aux secteurs privé et associatif, il devrait impulser une certaine libéralisation en matière pénale, limitant l'autoritarisme du centre et éloignant le processus politique des tentations populistes<sup>29</sup>. Pour Cameron, les prisons devaient être réformées selon le modèle des écoles publiques indépendantes (instaurées sous le gouvernement de coalition par une loi de 2010 – *Academies Act* – et connues sous le nom d'*academies* ou *free schools*) qui donnent beaucoup de liberté aux directeurs et aux professeurs dans le recrutement des enseignants et dans l'élaboration des programmes scolaires<sup>30</sup>. Dans le cas des prisons, beaucoup plus de marge de manœuvre serait accordé aux directeurs de prisons afin d'encourager l'innovation. De même, les services de police ne seraient plus dirigés depuis le centre mais par des *Police and Crime Commissioners* élus au suffrage direct. Cependant, bien que cette dernière réforme puisse encourager la transparence et favoriser un véritable dialogue entre le public et la police<sup>31</sup>, il y a également un risque

---

<sup>25</sup> Joycelyn Pollock, Steven Glassner et Andrea Krajewski, « Examining the Conservative Shift from Harsh Justice », *Laws*, 2015, vol. 4, p. 107-124.

<sup>26</sup> Chloe Peacock, « Curative, Regenerating, Redemptive and Liberating? The systematic production of ignorance in Michael Gove's rhetoric on prison reform at a time of crisis », *Crime, Media and Culture*, 2017, p. 12.

<sup>27</sup> Georgina Sturge, Joseph Robins Yago Zayed et Alexander Bellis, « The Spending of the Ministry of Justice », House of Commons Library, 1 octobre, 2019, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/> (consulté le 16 avril 2020).

<sup>28</sup> Home Office, « Police Workforce England and Wales : Statistical Bulletin, 11/9 », 18 juillet, 2019, p. 8, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/831726/police-workforce-mar19-hosb1119.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/831726/police-workforce-mar19-hosb1119.pdf) (consulté le 16 avril 2020). Il convient de noter que le nombre de policiers en Angleterre et au Pays de Galles a augmenté à nouveau en 2020, soit une augmentation de 4,8 % entre mars 2019 et mars 2020 (voir Home Office, *Police Workforce England and Wales, as at 31 March 2020*, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/905169/police-workforce-mar20-hosb2020.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/905169/police-workforce-mar20-hosb2020.pdf), consulté le 7 janvier 2021)

<sup>29</sup> Rod Morgan, « Crime and Justice in the 'Big Society' », *Criminology & Criminal Justice*, vol. 12(5), p. 463 – 481.

<sup>30</sup> Cameron, 2016, *op. cit.*

<sup>31</sup> Morgan, *op. cit.*, p. 474 ; Peter Munce, « Justice, Home Affairs, Civil Liberties and Human Rights », in Beech et Lee, *op. cit.*, p. 124.

qu'elle favorise le populisme, avec les débats entre les candidats aux postes reflétant ceux, hautement politisés, sur la loi et l'ordre de Westminster<sup>32</sup>.

Toutefois, Cameron a clairement cherché à se distancier d'une approche purement punitive de la loi et de l'ordre qui est souvent associée à un conservatisme autoritaire en matière pénale, faveur de ce qu'il qualifie de « conservatisme progressiste » ou de « conservatisme compassionnel ».

### *Le conservatisme compassionnel en matière pénale*

Comme il l'a expliqué dans son autobiographie, Cameron ne voulait pas se focaliser sur les thématiques « classiques » des Conservateurs, comme la criminalité, et il ne voulait surtout pas aborder ces questions de la même manière<sup>33</sup>. Pour lui, le conservatisme compassionnel était parfaitement illustré par un discours prononcé en juillet 2006 dans lequel il suggérait que les politiques devraient faire un effort pour mieux comprendre le contexte social qui donne lieu à la délinquance parmi les jeunes, notamment la rupture familiale, la drogue et l'échec scolaire<sup>34</sup>. Bien qu'il n'ait pas marqué une rupture totale avec l'approche conservatrice traditionnelle de la loi et l'ordre, soulignant la responsabilité individuelle, il avait affirmé qu'on ne devrait pas simplement punir les jeunes responsables d'infractions mais au contraire faire preuve de compassion et de bienveillance<sup>35</sup>. Surnommé le discours « embrasse la racaille » (*hug a hoodie*) par le tabloïd britannique *News of the World*, le discours pénal semblait marquer une rupture franche avec la politique de ses plus récents prédécesseurs.

Une fois au pouvoir, Cameron a nommé Kenneth Clarke comme ministre de la Justice (2010-2012). Il a prononcé son premier discours sur la réforme de la justice pénale au *Centre for Crime and Justice Studies*, un *think tank* orienté à gauche visant à faire mieux comprendre la question du crime et de la justice au grand public. Il a posé la question rhétorique, « Est-ce que les peines de prison plus longues pour un nombre croissant de délinquants livrent toujours les meilleurs résultats au public ?... Trop souvent la prison s'est avérée une approche coûteuse et inefficace qui échoue à transformer des délinquants en citoyens respectueux des lois »<sup>36</sup>. Il a exprimé son grand étonnement devant l'ampleur de la population carcérale qui avait plus que doublé en vingt ans, et il a émis l'idée de réduire la durée des peines et de rendre la prison plus efficace comme outil de réinsertion. C'était la première fois en presque vingt ans que le gouvernement remettait en question le dogme selon lequel « la prison marche »<sup>37</sup>, suscitant la plus grande inquiétude de la part des Conservateurs influents, tels que David Davis, ancien ministre fantôme de l'Intérieur, et Michael Howard, ancien leader du Parti Conservateur, qui

---

<sup>32</sup> Reiner, *op. cit.*, p. 29.

<sup>33</sup> David Cameron, *For the Record*, Londres, William Collins, 2019, p.119.

<sup>34</sup> David Cameron, discours prononcé au *Centre for Social Justice* le 10 juillet, 2006, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/5166498.stm> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>35</sup> D. Cameron, 2006, *op. cit.*

<sup>36</sup> Kenneth Clarke, « The Government's Vision for Criminal Justice Reform », discours prononcé au *Centre for Crime and Justice Studies*, 30 juin, 2010. « Does ever more prison for ever more offenders always produce better results for the public?... Too often prison has proved a costly and ineffectual approach that fails to turn criminals into law-abiding citizens. »

<sup>37</sup> Robert Reiner, « The Return of the Nasty Party » in Arianna Silvestri (ed.) *Critical Reflections: Social and criminal justice in the first year of the coalition government*, Londres, Centre for Crime and Justice Studies, 2012, p.28.

restaient persuadés de l'efficacité de la prison comme moyen de dissuasion pour les délinquants et comme outil de protection du public<sup>38</sup>.

Clarke a été remplacé par Chris Grayling lors du remaniement ministériel de septembre 2012 sans avoir pu mener à terme ses projets de réforme. Grayling étant à la droite du parti, il a vite adopté une approche plus traditionnelle de la justice. La nomination de Michael Gove au ministère de la Justice suite aux élections de mai 2015 semblait pourtant mieux concorder avec l'approche du conservatisme compassionnel de Cameron. Gove s'est vite fait une réputation de libéral en matière pénale : s'il considère que la prison « marche » pour protéger le public des criminels dangereux et pour punir ceux qui enfreignent la loi, il a déclaré que la prison ne fonctionne pas pour réhabiliter les délinquants<sup>39</sup>. Il a critiqué l'état des prisons qui sont souvent « vétustes, surpeuplées et trop souvent insalubres et inadaptées » et il s'est engagé à renouveler le parc pénitentiaire<sup>40</sup>. Tout comme Cameron, il a souligné le contexte social qui mène à la délinquance et suggéré que chaque détenu a le potentiel pour devenir un bon citoyen. Cette approche lui a valu les éloges de la presse libérale<sup>41</sup> et des réformateurs pénaux<sup>42</sup>.

Si l'approche libérale a été moins saillante sous le gouvernement de May de 2016 à 2019, il y a eu néanmoins des déclarations quant à la nécessité de trouver des moyens visant à réduire la population carcérale. David Gauke, secrétaire d'État chargé de la Justice de janvier 2018 à juillet 2019 a prôné le recours aux peines alternatives à l'incarcération pour les peines courtes de moins de six mois<sup>43</sup>. Tout comme ses prédécesseurs sous le gouvernement de Cameron, il a continué à mettre l'accent sur la réinsertion d'anciens détenus.

### *Le rejet du populisme pénal : un discours schizophrène ?*

Cette approche était beaucoup plus nuancée que celle du « populisme punitif » adoptée par les gouvernements successifs depuis au moins le début des années 1990. Sous les gouvernements de Cameron, il y avait une volonté de ne plus simplifier le débat sur la politique pénale. Cameron lui-même avait critiqué une approche simpliste de la question : « dans le débat sur la criminalité, les gens semblent voir les choses en noir et blanc. Enfermez-les ou relâchez-les. Tenir pour responsable le délinquant ou la société. Être 'sévère' ou 'laxiste' »<sup>44</sup>. De même, Gove a déclaré : « Je veux m'assurer que toute proposition concrète pour la réforme soit basée

---

<sup>38</sup> Melissa Kite, « David Davis Says Coalition Prison Plans are Dangerous and Unworkable », *The Daily Telegraph*, 3 juillet, 2010.

<sup>39</sup> Michael Gove, « The treasure in the Heart of Man – Making Prisons Work », discours prononcé au *Prisoners' Learning Alliance*, 17 juillet 2015, <https://www.gov.uk/government/speeches/the-treasure-in-the-heart-of-man-making-prisons-work> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>40</sup> « out-of-date, overcrowded and in far too many cases, insanitary and inadequate », *ibid.*

<sup>41</sup> Will Hutton, « Michael Gove Has a Vision for Reforming Prisons – and Justice », *The Guardian*, 19 July 2015.

<sup>42</sup> David Brown, « Finding Diamonds in the Rough and Helping Them Shine : Prospects for penal reform in the UK », *Alternative Law Review*, vol. 41(3), 2016, p. 155.

<sup>43</sup> David Gauke, « Smarter Sentences, Safer Streets », discours prononcé le 18 juillet 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/smarter-sentences-safer-streets> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>44</sup> « with the crime debate, people seem to want it black or white. Lock 'em up or let 'em out. Blame the criminal or blame society. 'Be tough' or 'act soft' ». D. Cameron, 2012, *op. cit.*

sur les preuves concrètes, dans le respect de la recherche universitaire, élaborée après des études et des expérimentations rigoureuses »<sup>45</sup>.

Cependant, la tentation populiste était toujours présente. Le discours gouvernemental en matière pénale était souvent schizophrène. Par exemple, bien que l'utilité de la prison ait souvent été remise en question, elle a été considérée comme la meilleure réponse aux émeutes de 2011, Cameron appelant les juges à prononcer des peines sévères à l'égard des auteurs de troubles<sup>46</sup>.

Sous le gouvernement de Boris Johnson, le discours a très clairement changé de trajectoire. Lors de son premier discours au congrès annuel du Parti Conservateur en tant que ministre de la Justice, Robert Buckland a accusé le Parti Travailleuse de Jeremy Corbyn d'être laxiste en matière de criminalité ; il a annoncé l'expansion du parc pénitentiaire et des effectifs policiers ; et il s'est engagé à mettre fin à la libération anticipée des détenus purgeant des peines pour des crimes violents ou de nature sexuelle<sup>47</sup>. Tandis qu'il soulignait l'importance de la réhabilitation des détenus, ce discours était en flagrante opposition avec le premier discours de Ken Clarke sur la politique pénale. Son discours a fait écho à celui prononcé par la nouvelle ministre de l'Intérieur, Priti Patel, qui a incité son parti à reconquérir « sa place légitime comme le parti de la loi et de l'ordre »<sup>48</sup>. Patel a la réputation d'être très à droite du parti, notamment en matière pénale, s'étant exprimée en faveur de la peine de mort lors d'un entretien télévisé en 2011<sup>49</sup>. Ce discours sévère allait de pair avec des annonces politiques plus draconiennes : en surcroît des mesures annoncées par Buckland, le gouvernement de Johnson a fait voter à la hâte une nouvelle loi empêchant la libération anticipée des personnes condamnées pour actes de terrorisme (*Terrorist Offenders [Restriction of Early Release] Act 2020*) suite aux attentats terroristes perpétrés à Londres en novembre 2019 par d'anciens détenus ayant été libérés sous caution avant d'avoir purgé la totalité de leur peine. Peut-être plus étonnant, le discours plus libéral associé aux gouvernements de Cameron et de May n'allait pas forcément de pair avec des politiques plus libérales, à quelques exceptions près. Lorsqu'on porte son regard au-delà du discours politique pour se focaliser sur les politiques réellement mises en place, on peut déceler une plus grande continuité qu'on ne pourrait le penser de prime abord. La continuité concerne aussi bien les dix ans de gouvernance des Conservateurs que les années Blair et Brown. Nous allons désormais nous pencher sur les politiques menées dans les domaines de la détention et du maintien de l'ordre.

---

<sup>45</sup> « I want to make sure that any firm policy proposals for reform I make are rooted in solid evidence, respectful of academic research and only developed after rigorous testing and study. ». D. Gove, 2015, *op. cit.*

<sup>46</sup> David Cameron, discours prononcé le 15 août, 2011, <https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-on-the-fightback-after-the-riots> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>47</sup> Robert Buckland, discours prononcé au congrès annuel du parti conservateur, 1 octobre, 2019, <http://www.ukpol.co.uk/robert-buckland-2019-speech-to-conservative-party-conference/> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>48</sup> Priti Patel, discours prononcé au congrès annuel du parti conservateur, 1 octobre, 2019, <https://www.conservativehome.com/parliament/2019/10/priti-patel-i-will-give-the-police-the-powers-they-need-to-defeat-crime-full-text-of-her-conference-speech.html> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>49</sup> Peter Walker, « Who is the Real Priti Patel ? », *The Guardian*, 29 février, 2020.



## La réalité du terrain: la revanche de la droite

Très franchement, avec plus de policiers dans la rue, je veux que les [futurs délinquants] soient littéralement terrorisés à l'idée de commettre une infraction<sup>50</sup>

Malgré la volonté des leaders conservateurs d'afficher leur conservatisme compassionnel, en pratique c'est souvent le conservatisme tout court qui a pris sa revanche en matière pénale.

### *Les prisons : l'échec du conservatisme compassionnel*

Entre 2010 et 2020, la population carcérale en Angleterre et aux Pays de Galles a connu une baisse, de 85 000 détenus en juin 2010<sup>51</sup> à un peu plus de 82 500 en avril 2020<sup>52</sup>. Cela marque une franche rupture avec la décennie précédente pendant laquelle la population avait augmenté de presque 20 000 détenus (de 124 détenus pour 100 000 de la population nationale à 153/100 000, comparé à 139/100 000 en 2020)<sup>53</sup>. En effet, pendant une décennie de gouvernance conservatrice, la population carcérale est restée relativement stable, en dépit des pics de 2012 et de 2017<sup>54</sup>. Si nous portons notre regard uniquement sur la population carcérale, nous pourrions être amenés à penser que la pratique correspondait à la réalité du discours du conservatisme compassionnel évoqué ci-dessus. Cependant, s'il y avait moins de détenus, la population carcérale britannique restait très élevée : l'Écosse et l'Angleterre (confondus avec le Pays de Galles) ont les taux d'incarcération les plus élevés en Europe de l'ouest, semblables aux taux de l'Ukraine ou de la Serbie<sup>55</sup>. D'ailleurs, les régimes carcéraux étaient loin d'être plus « compassionnels » et la *rehabilitation revolution* (révolution de réhabilitation) annoncé par David Cameron est de toute évidence un échec.

D'après une enquête parlementaire, il existe « une crise durable concernant la sécurité et la décence en prison »<sup>56</sup>. Le rapport a souligné l'augmentation des cas d'automutilation et de suicide dans les prisons britanniques. En effet, le nombre de cas d'automutilation a plus que doublé entre 2012 et 2018 (de 267 à 667 cas pour 1 000 détenus) pour atteindre le taux le plus élevé jamais enregistré<sup>57</sup>. De plus, le nombre d'agressions envers le personnel pénitentiaire a plus que triplé en 5 ans<sup>58</sup>. Par conséquent, « les détenus et le personnel sont moins en sécurité qu'ils ne l'ont été depuis qu'on tient des registres »<sup>59</sup>. Bien que le dernier rapport de l'inspecteur en chef des établissements pénitentiaires ait déclaré que la crise n'est pas généralisée, il a souligné le surpeuplement, la vétusté, la violence et l'abus de drogues qui

---

<sup>50</sup> « Quite frankly, with more police officers out there and greater police presence, I want [future criminals] to literally feel terror at the thought of committing offences ». Priti Patel, cité par Jack Doyle, « I Want Criminals to be Terrified, says Priti Patel », *The Daily Mail*, 2 août 2019.

<sup>51</sup> Sturge, *op. cit.*, p. 6.

<sup>52</sup> UK Government, « Prison Population Statistics », avril, 2020, <https://www.gov.uk/government/statistics/prison-population-figures-2020> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>53</sup> World Prison Brief, <https://www.prisonstudies.org/country/united-kingdom-england-wales> (consulté le 7 avril 2020).

<sup>54</sup> Sturges, *op. cit.*, p. 6-7.

<sup>55</sup> World Prison Brief, *op. cit.*

<sup>56</sup> « an enduring crisis in prison safety and decency ». House of Commons Justice Committee, *Prison Population 2022: Planning for the future*, Sixteenth Report of Session 2017–19, 19 mars, 2019, <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmjust/483/483.pdf> (consulté le 9 avril 2020), p. 100.

<sup>57</sup> Prison Reform Trust, *Prison: The facts*, Bromley Briefings, été 2019, <http://www.prisonreformtrust.org.uk/Portals/0/Documents/Bromley%20Briefings/Prison%20the%20facts%20Summer%202019.pdf> (consulté le 9 avril 2020), p. 4.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> « Prisoners and staff are less safe than they have been at any point since records began ». *Ibid.*

perdurent dans la plupart des prisons en Angleterre et au Pays de Galles. D'ailleurs, il a regretté que les recommandations des rapports précédents pour remédier à ces problèmes n'aient pas été prises au sérieux, voire complètement ignorées<sup>60</sup>. Les gouvernements conservateurs successifs avaient tendance à se focaliser plus sur le comportement individuel des détenus et des directeurs de prison que sur les problèmes structurels de sous-encadrement et de sous-financement du système pénitentiaire soulignés dans ces rapports<sup>61</sup>. Ces problèmes n'ont été qu'aggravés dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par la COVID-19. Afin de limiter la contamination, la grande majorité des détenus passent 23 heures par jour dans leur cellule, et ils ont très peu, voire aucune, possibilités de travailler, apprendre ou recevoir des visites. Le gouvernement conservateur a pourtant refusé d'appliquer une politique de libération anticipée pour les détenus à bas risque<sup>62</sup>.

Les problèmes endémiques des prisons britanniques ont eu un impact très négatif sur les programmes de réinsertion au sein des prisons. D'après l'enquête parlementaire de 2019 :

Les éléments que nous avons étudiés démontrent très clairement que les prisons n'exploitent pas toutes les occasions pour la réinsertion des détenus. Les limitations des programmes liées à la pénurie de personnel et à d'autres perturbations empêchent la mise en œuvre de services de réhabilitation tels que l'éducation, les soins de santé mentale, le traitement anti-drogue et les programmes de changement de comportement<sup>63</sup>.

Au lieu de participer à des activités constructives, la plupart des détenus passent trop longtemps enfermés dans leur cellule, ce qui mène à la frustration, l'ennui, la consommation de la drogue et la dégradation de la santé mentale et physique<sup>64</sup>. Bien que l'inspecteur en chef des prisons considère que les détenus devraient passer au moins 10 heures par jour en dehors de leurs cellules, seuls 10 % d'entre eux déclarent bénéficier de cette liberté restreinte<sup>65</sup>. Par conséquent, la grande majorité des prisons (70 %) ne fournissent pas « un degré acceptable » de formation ou d'emploi afin de préparer les détenus à leur libération<sup>66</sup>.

Cette situation pourrait s'expliquer en partie par l'accent qui a été mis sur la privatisation et la marchandisation du système de justice pénale. Les gouvernements conservateurs successifs ont poursuivi une politique de privatisation des prisons, initialement lancée en 1992 et élargie sous les néo-travailleurs. La gestion de la prison de Birmingham a

---

<sup>60</sup> HM Chief Inspector of Prisons for England and Wales, *Annual Report 2018-19*, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/814689/hmip-annual-report-2018-19.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/814689/hmip-annual-report-2018-19.pdf) (consulté le 9 avril 2020), p. 8.

<sup>61</sup> Joe Sim, « Beyond Govism », *Centre for Crime and Justice Studies*, 14 décembre, 2015, <https://www.crimeandjustice.org.uk/resources/beyond-govism> (consulté le 9 avril 2020) ; David Scott, « Prisons: Place of Harm and Dehabilitation », *Open Democracy*, 1 novembre, 2016, <https://www.opendemocracy.net/en/openjustice/prisons-places-of-harm-and-dehabilitation/> (consulté le 9 avril 2020).

<sup>62</sup> Pauline K. Brennan, « Responses Taken to Mitigate COVID-19 in Prisons in England and Wales », *Victims and Offenders*, 2020, vol.15: 1215-1233.

<sup>63</sup> « Our evidence strongly demonstrates that prisons are not currently maximising opportunities for rehabilitation. Regime restrictions related to staffing shortages and other disruptions severely undermine the delivery of rehabilitative services including education, mental health treatment, substance misuse treatment and offending behaviour programmes ». House of Commons Justice Committee, *op. cit.*, p. 65.

<sup>64</sup> HM Chief Inspector of Prisons for England and Wales, *op. cit.*, p. 33.

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 35.

été confiée à l'entreprise multinationale, G4S, en 2011, avant d'être reprise par le ministère de la Justice en 2019 suite à un scandale de mauvaise gestion. Le projet actuel de créer 10 000 nouvelles places de prison (annoncé en 2016) favorise toutefois le recours aux entreprises privées, y compris G4S. Le secteur privé a également été impliqué dans les projets de réhabilitation au sein des prisons, dans la gestion de la détention administrative pour les migrants en situation irrégulière, et dans la gestion des personnes en liberté conditionnelle ou surveillée. Il a cependant été démontré que l'implication du secteur privé dans la gestion des délinquants crée des conditions de détention ou de surveillance loin d'être « libérales » au sens « progressiste » du terme : il y a par exemple plus d'incidences de violence dans les prisons privées<sup>67</sup>. La focalisation sur la gestion des prisons a peut-être détourné l'attention du gouvernement des réelles sources de la crise actuelle des prisons britanniques qui ont été soulignées par l'inspecteur en chef des prisons. Il a préféré se focaliser sur les explications plus populistes et individualisantes de l'échec de la prison<sup>68</sup>.

### *La préférence carcérale*

Une approche vraiment « libérale » et progressiste aurait pu profiter de la crise financière pour mettre en place une politique de réduction drastique du recours à l'incarcération. Comme nous l'avons évoqué plus haut, David Gauke, secrétaire d'État de la Justice sous May a prôné le recours aux peines alternatives à l'incarcération pour des peines courtes de moins de six mois. Cependant, aucune mesure significative n'a été prise pour limiter le recours à l'incarcération ou la durée des peines. Bien que Gauke ait déclaré sa volonté de mettre en place un système judiciaire « plus intelligent » (*smarter justice*) selon lequel il fallait faciliter la libération anticipée des détenus purgeant des peines de durée déterminée, depuis un certain nombre d'années, les exigences de libération conditionnelle sont devenues de plus en plus strictes, précipitant ainsi le rappel en prison<sup>69</sup>. D'ailleurs, les Conservateurs ont continué à avoir recours à des peines de durée indéterminée, notamment pour les personnes condamnées pour les délits les plus graves. Boris Johnson a invoqué les topoi classiques du populisme pénal lorsqu'il a critiqué le système de libération anticipée dans un article pour le *Daily Telegraph* en mai 2019<sup>70</sup>. Selon l'ancien inspecteur en chef des prisons, les annonces de Johnson étaient emblématiques du populisme pénal, inspiré de la droite américaine qui considère le libéralisme en matière pénale comme répugnant<sup>71</sup>. Depuis qu'il a pris les rênes du pouvoir, Johnson s'est en effet engagé à faire voter de nouvelles lois sur les peines. Dans son discours lors de l'ouverture du Parlement suite aux législatives de décembre 2019, la Reine a annoncé que ces lois consisteraient à ce que les détenus condamnés pour les délits les plus graves passent plus longtemps derrière les barreaux<sup>72</sup>. En janvier 2020, le nouveau gouvernement

---

<sup>67</sup> Jamie Grierson and Pamela Duncan, « Private Jails More Violent than Public Ones, Data Analysis Shows », *The Guardian*, 13 mai, 2019.

<sup>68</sup> Voir *supra*.

<sup>69</sup> Thomas Guiney, « Marginal Gains or Diminishing Returns? Penal bifurcation, policy change and the administration of prisoner release in England and Wales », *European Journal of Probation*, 2019, Vol. 11(3), p. 144.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 149-50.

<sup>71</sup> Cité par Matharu Hardip, « Proof Launch: 'There's going to be a lurch towards penal populism. Be concerned' », 11 juillet 2019, <https://www.thejusticegap.com/proof-launch-theres-going-to-be-a-lurch-towards-penal-populism-be-concerned/> (consulté le 14 avril 2020).

<sup>72</sup> Queen's Speech, 19 décembre, 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/queens-speech-december-2019> (consulté le 14 avril 2020).

conservateur de Johnson a effectivement pris des mesures réglementaires pour empêcher la libération des détenus condamnés pour viol, homicide involontaire ou dommage corporel avant qu'ils aient purgés au moins deux tiers de leur peine (auparavant ils pouvaient espérer être libérés après en avoir purgé la moitié).

Même si l'approche du gouvernement Johnson semble marquer un nouveau tournant punitif, le libéralisme en matière pénale était en réalité très limité tout au long de cette dernière décennie. En dépit de quelques inquiétudes exprimées quant à la surinflation carcérale, l'utilité de la prison dans la lutte contre la criminalité n'a jamais été remise en question de façon systématique. Si Cameron avait prôné la réforme des régimes pénitentiaires, il avait également affirmé que la grande majorité des détenus méritaient leurs peines et qu'il n'avait aucune intention de limiter les pouvoirs des juges de prononcer des peines d'emprisonnement<sup>73</sup>. Portant notre regard au-delà de la prison, il est également difficile de déceler une approche plus libérale dans les politiques de maintien de la loi et de l'ordre.

### *L'autoritarisme face aux libertés individuelles*

Le gouvernement de coalition de 2010 à 2015 avait pourtant été très critique à l'égard du renforcement des dispositifs sécuritaires des gouvernements de Tony Blair qui auraient porté atteinte aux libertés individuelles. Il avait notamment critiqué les dispositifs votés dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, tels que le prolongement du délai de garde à vue pour des personnes soupçonnées d'actes de terrorisme de 7 à 28 jours, ou les pouvoirs policiers élargis concernant l'interpellation et la fouille des personnes. Par conséquent, une fois au pouvoir, le nouveau gouvernement a légiféré (par le biais de la *Protection of Freedoms Act* 2012) pour porter la période de garde à vue de 28 à 14 jours et mieux encadrer les pouvoirs de la police concernant la fouille et l'interpellation. Theresa May, en tant que ministre de l'Intérieur, s'est inquiétée de la discrimination raciale exercée par la police dans le cadre de cette nouvelle législation et elle a diligenté une enquête officielle à ce sujet<sup>74</sup>. Le gouvernement de coalition avait également aménagé le régime d'assignation à résidence surveillée pour les personnes soupçonnées d'implication dans une entreprise terroriste (les *control orders*), ainsi qu'un autre dispositif créé par le gouvernement Blair connu sous le nom d'*ASBOs – Anti-Social Behaviour Orders* – les ordonnances contre les comportements dits anti-sociaux. Ces deux régimes avaient été beaucoup critiqués pour avoir porté atteinte aux libertés individuelles en s'affranchissant des procédures de justice traditionnelle. Le premier rimait avec une détention sans procès, bien qu'il s'agissait d'une détention à domicile, renversant ainsi le principe selon lequel on est présumé innocent jusqu'à preuve du contraire. Le deuxième brouillait les frontières entre le droit pénal et le droit civil : il s'agissait d'une ordonnance imposée au nom du droit civil (avec le plus bas niveau de preuves que cela implique) qui pouvait attirer des sanctions relevant du droit pénal, notamment une peine d'emprisonnement.

L'abrogation de ces dispositifs controversés pourrait à première vue être interprétée comme un symbole fort de libéralisation en matière pénale. Or, ils n'ont pas entièrement disparu – ils ont simplement été remplacés par d'autres dispositifs qui sont eux aussi

---

<sup>73</sup> Cameron, 2016, *op. cit.*

<sup>74</sup> Her Majesty's Inspectorate of Constabulary, *Stop and Search Powers: Are the police using them effectively and fairly?*, 2013. Londres: HMSO.

problématiques<sup>75</sup> et ont, à leur tour, attiré les critiques des défenseurs des libertés individuelles<sup>76</sup>. Les pouvoirs policiers n'ont pas été significativement limités non plus. Bien qu'il y ait beaucoup moins de contrôles et de fouilles (en moyenne 7 par an pour 1 000 personnes en 2018-19, comparée à 25 par an en 2009-2010), les Noirs subissent toujours ces mesures de façon disproportionnée : entre avril 2018 et mars 2019, il y a eu 4 contrôles pour 1 000 Blancs, comparé à 38 contrôles pour 1 000 Noirs<sup>77</sup>. Ces contrôles ne sont pas toujours justifiés par un motif raisonnable de soupçon – il y a un droit de dérogation à cette règle générale lorsqu'il s'agit de la prévention du terrorisme – et Theresa May, en tant que Premier Ministre, a permis aux policiers de procéder à la fouille de suspects s'ils considèrent qu'un délit violent « pourrait avoir lieu » (auparavant, la fouille n'était autorisée que si les policiers considéraient qu'un délit « aurait lieu »). Afin de s'attaquer à la criminalité à l'arme blanche, Sajid Javid, ministre de l'Intérieur sous May, a déclaré son soutien aux contrôles et aux fouilles, considérant que même si cette pratique était racialement discriminante, elle pouvait avoir un impact positif sur la prévention des homicides à l'arme blanche, surtout pour les Noirs<sup>78</sup>. De même, Boris Johnson a déclaré vouloir élargir les pouvoirs de la police pour contrôler et fouiller toute personne connue pour avoir porté une arme blanche<sup>79</sup>. La police anglaise s'est également montrée particulièrement musclée lors de la régulation des manifestations, notamment celles des étudiants en 2010 contre l'augmentation des frais de scolarité à l'université<sup>80</sup>, ayant souvent recours à la pratique de *kettling* – l'encerclement des manifestants afin de les empêcher de circuler librement – s'attirant les critiques du comité des droits de l'homme du Parlement britannique<sup>81</sup>. Des mesures préventives – telle l'exclusion des manifestations de certaines personnes connues de la police – ont aussi été mises en place afin de restreindre le droit de manifester<sup>82</sup>.

### *Le populisme et la crimmigration*

D'ailleurs, les policiers britanniques ont accumulé davantage de pouvoirs pour le traitement des migrants en situation irrégulière avec le développement du phénomène de la « crimmigration » – convergence entre la loi sur l'immigration et le droit pénal<sup>83</sup>. La non-conformité administrative à la réglementation sur l'immigration – telle l'entrée illégale sur le

---

<sup>75</sup> Emma Bell, *Soft Power and Freedom under the Coalition*, 2015. Basingstoke: Palgrave.

<sup>76</sup> Max Rowlands, « UK : Criticism of Terrorism Prevention and Investigation Measures Mounts as Government Retains Power to Forcibly Relocate Suspects », *Statewatch*, vol. 21(3), <http://www.statewatch.org/subscriber/protected/sw21n3.pdf> (consulté le 14 avril 2020); Kevin J. Brown, « Punitive Reform and the Cultural Life of Punishment: Moving from the ASBO to its Successors », *Punishment and Society*, 2020, vol.22(1), p. 90-107.

<sup>77</sup> HM Government, « Ethnicity Facts : Stop and Search », <https://www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/crime-justice-and-the-law/policing/stop-and-search/latest> (consulté le 14 avril 2020).

<sup>78</sup> Cité par Richard Garside, Roger Grimshaw, Matt Ford et Helen Mills, « UK Justice Policy Review, Volume 8 », *Centre for Crime and Justice Studies*, 2019, p. 10, <https://www.crimeandjustice.org.uk/publications/uk-justice-policy-review-volume-8> (consulté le 14 avril 2020).

<sup>79</sup> Cité par Rowena Mason, « Johnson Reveals Plan to Increase Stop and Search Powers », *The Guardian*, 19 novembre, 2019.

<sup>80</sup> Sarah Pickard, « Keep Them Kettled! Protesting, Policing and Anti-Social Behaviour in the Student Higher Education Demonstrations », in Sarah Pickard (ed.), *Anti-Social Behaviour in Britain*. 2014. Basingstoke: Palgrave: 77-91.

<sup>81</sup> Joint Committee on Human Rights, *Facilitating Peaceful Protest*, 2011. Londres: HMSO.

<sup>82</sup> Ariana Silvestri, « Key Issues in the First Year », in Ariana Silvestri (ed.), *op. cit.*, p. 14.

<sup>83</sup> Juliette P. Stumpf, « The Crimmigration Crisis : Immigrants, Crime and Sovereign Power », *American University Law Review*, 2006, vol. 56, p. 367.

territoire ou la violation des conditions de visa – est traitée comme un délit et ainsi sujette aux contrôles policiers<sup>84</sup>. Les policiers travaillent étroitement avec l'agence de contrôle des frontières (*UK Border Agency*) afin d'identifier les individus considérés comme délinquants et donc susceptibles d'être déportés. Étant donné qu'il s'agit d'une mesure préventive (prévenir un futur acte de délinquance) au lieu d'une peine proprement dite (pour sanctionner une infraction), il n'y a plus besoin de prouver qu'une infraction a bien eu lieu<sup>85</sup>. D'ailleurs, les policiers jouent aujourd'hui un rôle important dans le maintien d'un « environnement hostile » à l'immigration illégale, créé par Theresa May en 2012 lorsqu'elle était ministre de l'Intérieur et inscrit dans les lois de 2014 et 2016 sur l'immigration. La politique a visé à renforcer les contrôles d'identité au-delà des frontières en contraignant les employeurs, bailleurs et médecins à vérifier la régularité de séjour de leurs « clients, locataires ou patients ». C'est cette politique qui a conduit au scandale de « Windrush » au printemps 2018 à la suite des révélations du *Guardian* au sujet des immigrés arrivés au Royaume-Uni entre 1948 et 1973 et bénéficiant du droit d'installation en tant que ressortissants du Commonwealth qui se sont vus priver de soins médicaux, d'emploi, voire menacés d'expulsion faute de pouvoir justifier de leur nationalité britannique.

Le populisme en matière d'immigration est assez évident, les Conservateurs opposant les migrants non-méritants qui représenteraient un fardeau pour les services publics<sup>86</sup> aux Britanniques méritants, et se livrant à des simplifications faciles concernant l'impact de l'immigration sur la société britannique au lieu de s'engager dans un réel dialogue public sur la question. Il semblerait que le migrant en situation irrégulière ait remplacé le délinquant comme principal ennemi des Britanniques. En effet, entre 2015 et 2016, alors que le nombre de personnes citant l'immigration comme leur principale inquiétude atteignait son apogée à 56 %, le nombre de personnes citant la criminalité comme leur plus grande inquiétude atteignait son niveau le plus bas (8 %)<sup>87</sup>. Pourtant, au lieu de remplacer le populisme en matière pénale, le populisme en matière d'immigration l'a accentué, les inquiétudes concernant l'immigration ayant souvent été mêlées aux inquiétudes concernant le migrant délinquant. David Cameron n'a rien fait pour calmer ces craintes en affirmant lors de son discours « libéral » sur la politique pénale de 2016 qu'une priorité du gouvernement serait la déportation des criminels étrangers au lieu de leur incarcération aux frais du contribuable britannique<sup>88</sup>. Selon le juriste Ana Aliverti,

Le « délinquant étranger » est devenu l'individu le plus raillé de la nation britannique. Il agrège les craintes racialisées de l'étranger et du criminel, et il est le précurseur de la récente campagne policière à l'encontre des ressortissants étrangers<sup>89</sup>.

---

<sup>84</sup> Ben Bowling and Sophie Westenra, « 'A Really Hostile Environment' : Adiaphorization, global policing and the crimmigration control system », *Theoretical Criminology*, 2018, p. 1 –21.

<sup>85</sup> Ana Aliverti, « Patrolling the 'Thin Blue Line' in a World in Motion: An exploration of the crime– migration nexus in UK policing », *Theoretical Criminology*, 2019, p. 1 –20.

<sup>86</sup> David Cameron, cité dans Steven Swinford, « David Cameron : 'Immigration is a constant drain on public services », *The Daily Telegraph*, 23 juillet 2013.

<sup>87</sup> ISPOS MORI Index Issues, 2019, [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/slides\\_october\\_2019\\_issues\\_index\\_v1\\_public.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/slides_october_2019_issues_index_v1_public.pdf) (consulté le 14 avril 2020).

<sup>88</sup> Cameron, 2016, *op. cit.*

<sup>89</sup> « 'The 'foreign criminal' has come to embody the nation's most derided individual who combines racialized fears about the stranger and the criminal, and is the precursor of the recent foreign national agenda in criminal justice », Aliverti, *op. cit.*, p. 5.

Les Conservateurs ont pourtant présenté leur politique en matière de migration – au même titre que leur politique pénale – comme étant marquée de l’empreinte du libéralisme. La volonté de restreindre l’immigration était souvent justifiée par le besoin de s’assurer que les nouveaux (voire les plus anciens) arrivants seraient capables de s’insérer facilement dans la société britannique, notamment en partageant les valeurs « libérales » (le respect des droits de femmes, par exemple). Ils deviendraient de « bons » citoyens, subvenant à leurs propres besoins et respectant les normes britanniques. C’est ainsi qu’ils ne présenteraient pas une menace, ni pour la cohésion de la société britannique, ni pour la sécurité de la nation. Ce mariage discursif des valeurs libérales et de la question de la sécurité a été exprimé très clairement dans le célèbre discours de Munich de David Cameron en 2011, lorsqu’il a prôné le « libéralisme musclé »<sup>90</sup> pour faire face à la menace terroriste en s’assurant que multiculturalisme ne rime pas avec communautarisme (théorie selon laquelle certaines communautés vivraient à l’écart de la société traditionnelle et se comporteraient d’une façon qui va « complètement à l’encontre de nos valeurs »<sup>91</sup>). Une approche plus autoritaire n’est donc pas considérée comme une contradiction avec le libéralisme, mais plutôt comme son préalable<sup>92</sup>. Nous venons de voir en effet que la politique des Conservateurs en matière pénale n’oppose aucunement le libéralisme à l’autoritarisme. Punir les délinquants et faire respecter la loi sont envisagés comme les meilleurs moyens de protéger les libertés individuelles de la grande majorité des citoyens. Une approche autoritaire à l’égard de certaines personnes est toujours légitime lorsqu’il s’agit de protéger les valeurs libérales.

## Conclusion

Les Conservateurs au pouvoir depuis 2010 n’ont pas pu complètement résister au populisme en matière pénale, bien qu’il ait été plus prégnant à certains moments qu’à d’autres. Il semblerait que le populisme soit revenu en force avec Boris Johnson à la tête du pouvoir – son style politique est bien plus populiste que celui de ses prédécesseurs – mais il n’a jamais été complètement écarté. Il était plus présent sous certains ministres de la Justice – comme Grayling ou Buckland – que sous d’autres – comme Clarke ou Gove. Il y avait souvent un décalage entre des discours plus libéraux et moins populistes, et les politiques qui ont été mises en œuvre, ainsi qu’entre différents discours, parfois prononcés par la même personne. On pourrait citer comme référence le décalage entre le discours de Cameron en 2006 sur les jeunes délinquants (*hug a hoodie*, évoqué plus haut) et son discours suite aux émeutes de 2011, dans lequel il a réfuté toute explication structurelle de la violence, l’imputant à des personnes ayant « un sens de la moralité perverti » et une « absence totale de maîtrise de soi »<sup>93</sup>. En pratique, tout comme sous les gouvernements néotravailleurs successifs, le punitif l’a emporté sur le progressif.

Bien que le libéralisme en matière pénale ne soit pas incompatible avec le conservatisme, nous avons démontré que le Parti Conservateur britannique a eu beaucoup de

---

<sup>90</sup> Voir Olivier Esteves, « The M... Word: Multiculturalism under Cameron », *Observatoire de la Société Britannique*, 2014, vol.15 : 21-40.

<sup>91</sup> David Cameron, discours sur le multiculturalisme, Munich, le 5 février, 2011.

<sup>92</sup> Bell, 2015, *op. cit.*, p. 54-58.

<sup>93</sup> David Cameron, discours suite aux émeutes de 2011, 15 août 2011, <https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-on-the-fightback-after-the-riots> (consulté le 15 avril 2020).

mal à faire primer l'approche libérale pour résister au populisme pénal. Même les coupes budgétaires n'ont pas pour autant mené à une réduction du parc pénitentiaire ou à une réduction des pouvoirs policiers : l'austérité n'était pas moteur de libéralisme en matière pénale et la tentation populiste n'était jamais loin. Cet échec pourrait s'expliquer par les limitations inhérentes à l'approche libérale conservatrice ainsi que par la politique interne du Parti Conservateur.

D'ailleurs, le « libéralisme musclé » ne permet pas au parti de se libérer des réponses autoritaires au problème de la criminalité et de poursuivre ainsi une approche réellement libérale et progressiste qui porterait son regard au-delà de la prison. Peut-être, en définitive, le Parti Conservateur est-il idéologiquement incapable d'adopter le libéralisme social. Comme l'affirme le politiste Richard Hayton, David Cameron n'a pas réussi à convaincre une majorité de son groupe parlementaire des mérites du social libéralisme<sup>94</sup>. Malgré sa marge de manœuvre plus large sur la question, le parti s'inquiète également de son image, toujours soucieux de ne pas paraître « laxiste » en adoptant des politiques, comme celles de Clarke concernant la réduction des peines, qui seraient « politiquement toxiques »<sup>95</sup>. Le gouvernement de Boris Johnson semble avoir le plus grand mal à résister à la tentation populiste, surtout lorsqu'elle peut servir à détourner l'attention de l'électorat des autres échecs politiques auxquels les Conservateurs se voient confrontés.

## Références

- Aliverti, Ana, « Patrolling the 'Thin Blue Line' in a World in Motion: An exploration of the crime– migration nexus in UK policing », *Theoretical Criminology*, 2019, p. 1–20.
- Ashworth, Andrew et Hough, Michael, « Sentencing and the Climate of Opinion », *Criminal Law Review*, 1996, p. 776-787.
- Beech, Matt, « The Ideology of the Coalition: More Liberal than Conservative Matt Beech » in Beech, M. et Lee, S. (dir.), *The Conservative-Liberal Coalition: Examining the Cameron-Clegg Government*, Basingstoke, Palgrave, 2015, p. 1-15.
- Bell, Emma, « The Decline of Penal *Populism* in the UK? », *British Society of Criminology Newsletter*, vol 83, 2018 : 11-15.
- Bell, Emma, *Soft Power and Freedom under the Coalition*, 2015. Basingstoke: Palgrave.
- Bell, Emma, *Criminal Justice and Neoliberalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2011.
- Bottoms, Anthony, « The Philosophy and Politics of Punishment and Sentencing », in Chris Clarkson and Rod Morgan (dir.) *The Politics of Sentencing Reform*, Oxford, Clarendon Press, 1995, p. 17-49.
- Bowling, Ben et Westnra, Sophie, « 'A Really Hostile Environment' : Adiaphorization, global policing and the crimmigration control system », *Theoretical Criminology*, 2018, p. 1–21.
- Brennan, Pauline K., « Responses Taken to Mitigate COVID-19 in Prisons in England and Wales », *Victims and Offenders*, 2020, vol.15: 1215-1233

---

<sup>94</sup> Richard Hayton, « British Conservatism After the Vote for Brexit : The ideological legacy of David Cameron », *The British Journal of Politics and International Relations*, 2018, Vol. 20(1), p. 227.

<sup>95</sup> Kevin Lockyer et Max Chambers, *Future Prisons : A radical plan to reform the prison estate*, Policy Exchange, Londres, 2013, p. 5.



British Political Speech Archive, 2018, <https://www.britishpoliticalspeech.org> (consulté le 7 avril 2020)

Brown, Kevin, « Punitiv Reform and the Cultural Life of Punishment: Moving from the ASBO to its Successors », *Punishment and Society*, 2020, vol.22(1), p. 90-107.

Brown, David, « Finding Diamonds in the Rough and Helping Them Shine : Prospects for penal reform in the UK », *Alternative Law Review*, vol. 41(3), 2016, p. 155-9.

Buckland, Robert, discours prononcé au congrès annuel du parti conservateur, 1 octobre, 2019, <http://www.ukpol.co.uk/robert-buckland-2019-speech-to-conservative-party-conference/> (consulté le 7 avril 2020).

Cameron, David, *For the Record*, Londres, William Collins, 2019.

Cameron, David, discours au *Policy Exchange*, 8 février 2016, <https://policyexchange.org.uk/event/prime-minister-comes-to-policy-exchange/> (consulté le 7 avril 2020).

Cameron, David, discours du 22 octobre 2012, <http://www.ukpol.co.uk/david-cameron-2012-speech-on-crime-and-justice/> (consulté le 7 avril 2020).

Cameron, David, discours prononcé le 15 août, 2011, <https://www.gov.uk/government/speeches/pms-speech-on-the-fightback-after-the-riots> (consulté le 7 avril 2020).

Cameron, David, discours sur le multiculturalisme, Munich, le 5 février, 2011.

Cameron, David, discours au congrès annuel du *Youth Justice Board*, Cardiff, 2 novembre 2006, <https://www.theguardian.com/politics/2006/nov/02/conservatives.ukcrime1> (consulté le 7 avril 2020).

Cameron, David, discours prononcé au *Centre for Social Justice* le 10 juillet, 2006, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/5166498.stm> (consulté le 7 avril 2020).

Clarke, Kenneth, « The Government's Vision for Criminal Justice Reform », discours prononcé au *Centre for Crime and Justice Studies*, 30 juin, 2010.

Crook, Frances, « David Cameron's Prisons Speech Could be the Start of Something Good », *The New Statesman*, 8 février, 2016.

Doyle, Jack, « I Want Criminals to be Terrified, says Priti Patel », *The Daily Mail*, 2 août 2019.

Esteves, Olivier, « The M... Word: Multiculturalism under Cameron », *Observatoire de la Société Britannique*, 2014, vol.15 : 21-40.

Garside, Richard, Grimshaw, Roger, Ford, Matt et Mills, Helen « UK Justice Policy Review, Volume 8 », *Centre for Crime and Justice Studies*, 2019, <https://www.crimeandjustice.org.uk/publications/uk-justice-policy-review-volume-8> (consulté le 14 avril 2020).

Gauke, David, « Smarter Sentences, Safer Streets », discours prononcé le 18 juillet 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/smarter-sentences-safer-streets> (consulté le 7 avril 2020).

Gove, Michael, « The Treasure in the Heart of Man – Making Prisons Work », discours prononcé au *Prisoners' Learning Alliance*, 17 juillet 2015, <https://www.gov.uk/government/speeches/the-treasure-in-the-heart-of-man-making-prisons-work> (consulté le 7 avril 2020).

Grierson, Jamie and Duncan, Pamela, « Private Jails More Violent than Public Ones, Data Analysis Shows », *The Guardian*, 13 mai, 2019.

Guiney, Thomas, « Marginal Gains or Diminishing Returns? Penal bifurcation, policy change and the administration of prisoner release in England and Wales », *European Journal of Probation*, 2019, Vol. 11(3), p. 139-152.

Hall, Stuart, *The Hard Road to Renewal: Thatcherism and the Crisis of the Left*, London and New York, Verso, 1988.

Hardip, Matharu, « Proof Launch: ‘There’s going to be a lurch towards penal populism. Be concerned’ », 11 juillet 2019, <https://www.thejusticegap.com/proof-launch-theres-going-to-be-a-lurch-towards-penal-populism-be-concerned/> (consulté le 14 avril 2020).

Hayton, Richard, « British Conservatism After the Vote for Brexit : The ideological legacy of David Cameron », *The British Journal of Politics and International Relations*, 2018, Vol. 20(1), p. 223-238.

Her Majesty’s Inspectorate of Constabulary, *Stop and Search Powers: Are the police using them effectively and fairly?*, 2013. Londres: HMSO.

HM Chief Inspector of Prisons for England and Wales, *Annual Report 2018-19*, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/814689/hmip-annual-report-2018-19.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/814689/hmip-annual-report-2018-19.pdf) (consulté le 9 avril 2020).

HM Government, « Ethnicity Facts : Stop and Search », <https://www.ethnicity-facts-figures.service.gov.uk/crime-justice-and-the-law/policing/stop-and-search/latest> (consulté le 14 avril 2020).

Home Office, « Police Workforce England and Wales, as at 31 March 2020 », [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/905169/police-workforce-mar20-hosb2020.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/905169/police-workforce-mar20-hosb2020.pdf), consulté le 7 janvier 2021

Home Office, « Police Workforce England and Wales : Statistical Bulletin, 11/9 », 18 juillet, 2019, [https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/831726/police-workforce-mar19-hosb1119.pdf](https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/831726/police-workforce-mar19-hosb1119.pdf) (consulté le 16 avril 2020).

House of Commons Justice Committee, *Prison Population 2022: Planning for the future*, Sixteenth Report of Session 2017–19, 19 mars, 2019, <https://publications.parliament.uk/pa/cm201719/cmselect/cmjust/483/483.pdf> (consulté le 9 avril 2020).

ISPOS MORI Index Issues, 2019, [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/slides\\_october\\_2019\\_issues\\_index\\_v1\\_public.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2019-11/slides_october_2019_issues_index_v1_public.pdf) (consulté le 14 avril 2020).

Johnson, Boris, « Left-wingers Will Howl But It’s Time To Make Criminals Afraid, Not The Public », *The Mail on Sunday*, 10 août, 2019.

Joint Committee on Human Rights, *Facilitating Peaceful Protest*, 2011. Londres: HMSO.

Judis, John B., *The Populist Explosion: How the Great Recession Transformed American and European Politics*, New York, Columbia Global Reports, 2016.

Kite, Melissa, « David Davis Says Coalition Prison Plans are Dangerous and Unworkable », *The Daily Telegraph*, 3 juillet, 2010.

- Lockyer, Kevin et Max Chambers, *Future Prisons : A radical plan to reform the prison estate*, Policy Exchange, Londres, 2013.
- Mason, Rowena, « Johnson Reveals Plan to Increase Stop and Search Powers », *The Guardian*, 19 novembre, 2019.
- Morgan, Rod, « Crime and Justice in the ‘Big Society’ », *Criminology & Criminal Justice*, vol. 12(5), p. 463 –481.
- Mudde, Cas, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 2004, p. 541-563.
- Munce, Peter, « Justice, Home Affairs, Civil Liberties and Human Rights », in Beech, M. et Lee, S. (dir.), *The Conservative-Liberal Coalition: Examining the Cameron-Clegg Government*, Basingstoke, Palgrave, 2015, p. 114-128.
- Patel, Priti, discours prononcé au congrès annuel du parti conservateur, 1 octobre, 2019, <https://www.conservativehome.com/parliament/2019/10/priti-patel-i-will-give-the-police-the-powers-they-need-to-defeat-crime-full-text-of-her-conference-speech.html> (consulté le 7 avril 2020).
- Peacock, Chloe, « Curative, Regenerating, Redemptive and Liberating? The systematic production of ignorance in Michael Gove’s rhetoric on prison reform at a time of crisis », *Crime, Media and Culture*, 2017, p. 89-105.
- Pickard, Sarah, « Keep Them Kettled! Protesting, Policing and Anti-Social Behaviour in the Student Higher Education Demonstrations », in Sarah Pickard (ed.), *Anti-Social Behaviour in Britain*. 2014. Basingstoke: Palgrave: 77-91.
- Pollock, Jocelyn, Glassner, Steven et Krajewski, Andrea, « Examining the Conservative Shift from Harsh Justice », *Laws*, 2015, vol. 4, p. 107-124.
- Prison Reform Trust, *Prison: The facts*, Bromley Briefings, été 2019, <http://www.prisonreformtrust.org.uk/Portals/0/Documents/Bromley%20Briefings/Prison%20the%20facts%20Summer%202019.pdf> (consulté le 9 avril 2020).
- Queen’s Speech, 19 décembre, 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/queens-speech-december-2019> (consulté le 14 avril 2020).
- Reiner, Robert, « The Return of the Nasty Party » in Arianna Silvestri (ed.) *Critical Reflections: Social and criminal justice in the first year of the coalition government*, Londres, Centre for Crime and Justice Studies, 2012, p.28-30.
- Rowlands, Max, « UK : Criticism of Terrorism Prevention and Investigation Measures Mounts as Government Retains Power to Forcibly Relocate Suspects », *Statewatch*, vol. 21(3), <http://www.statewatch.org/subscriber/protected/sw21n3.pdf> (consulté le 14 avril 2020).
- Scott, David, « Prisons: Place of Harm and Dehabilitation », *Open Democracy*, 1 novembre, 2016, <https://www.opendemocracy.net/en/openjustice/prisons-places-of-harm-and-dehabilitation/> (consulté le 9 avril 2020).
- Silverman, S. et Hajela, R., *Briefing: Immigration Detention in the UK*, Oxford, Migration Observatory, 2011: [http://migrobs.vm.bytemark.co.uk/sites/files/migrobs/Immigration%20Detention%20Briefing%20v2\\_0.pdf](http://migrobs.vm.bytemark.co.uk/sites/files/migrobs/Immigration%20Detention%20Briefing%20v2_0.pdf), consulté le 6 janvier 2021.
- Silvestri, Arianna, « Key Issues in the First Year », in Arianna Silvestri (ed.) *Critical Reflections: Social and criminal justice in the first year of the coalition government*, Londres, Centre for Crime and Justice Studies, 2012, p.12-17.

Sim, Joe, « Beyond Govism », *Centre for Crime and Justice Studies*, 14 décembre, 2015, <https://www.crimeandjustice.org.uk/resources/beyond-govism> (consulté le 9 avril 2020).

Swinford, Steven, « David Cameron : ‘Immigration is a Constant Drain on Public Services’ », *The Daily Telegraph*, 23 juillet 2013.

Stumpf, Juliette P., « The Crimmigration Crisis : Immigrants, Crime and Sovereign Power », *American University Law Review*, 2006, vol. 56, p. 367-419.

Surge, Gary, *UK Prison Population Statistics*, House of Commons Briefing Paper N° CBP-04334, 23 juillet, 2019, <https://researchbriefings.files.parliament.uk/documents/SN04334/SN04334.pdf> (consulté le 7 avril 2020)

Sturge, Gary, Robins, Joseph, Zayed, Yago et Bellis, Alexander, « The Spending of the Ministry of Justice », House of Commons Library, 1 octobre, 2019, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/> (consulté le 16 avril 2020).

UK Government, « Prison Population Statistics », avril, 2020, <https://www.gov.uk/government/statistics/prison-population-figures-2020> (consulté le 7 avril 2020).

Walker, Peter, « Who is the Real Priti Patel ? », *The Guardian*, 29 février, 2020.

World Prison Brief, <https://www.prisonstudies.org/country/united-kingdom-england-wales> (consulté le 7 avril 2020).